



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE *é*COLOGIQUE

## **NEWSLETTER n°11**

**Samedi 2 avril 2011**

---

### Sommaire

<b>P2 à 3</b>	<b>Edito - La Digue ... Par Guillaume Vuilletet, Président du PRé</b>
<b>P4 à 8</b>	<b>La Contribution du PRé - Ecologie, République, Solidarité</b>
<b>P9 à 10</b>	<b>Revue de presse</b>
<b>P11</b>	<b>Agenda prévisionnel</b>
<b>P12</b>	<b>Bulletin d'adhésion</b>

---

## Edito - La Digue ... Par Guillaume Vuilletet, Président du PRé

Une digue est faite traditionnellement pour empêcher l'eau d'envahir la terre. C'est rarement le contraire qui peut être espéré.

Une question est donc : quelle folie a pu frapper la droite pour brusquement rompre une digue qui s'appelle le Front Républicain ? Car l'un des principaux enseignements des élections cantonales qui viennent de se dérouler, est bien qu'une partie de l'électorat de droite n'attend que le blanc seing de ses leaders pour apporter ses voix à un FN relooké bleu marine.

C'est bien dans ce sens là que les choses se font et se feront quoiqu'en puissent espérer le pouvoir et c'est bien un marécage sur les terres que la rupture de cette digue là est en train de créer. La première crainte est de voir nos apprentis sorciers continuer à patauger dans ce marais en justifiant toujours plus loin leur erreur par une acculturation des idées du Front National.

La seconde crainte est de voir le Front National réagir avec l'habileté tactique dont il a souvent fait preuve. Réceptacle d'un message de désarroi, il l'instrumentalise pour le détourner contre quelques victimes expiatoires de la crise du système.

Pour contrer ces dérives, crier au scandale ne suffit en aucune façon – même si ces compromissions méritent d'être dénoncées.

Il faut revenir aux sources du désarroi et les circonvenir. Et peut être se souvenir. Faut-il porter peu d'importance aux conséquences d'un vote pour glisser dans l'urne un bulletin Front National ! Le vote démocratique sert à élire des responsables qui vont décider de l'action publique, investir pour l'avenir, lever l'impôt, établir les règles de solidarité... normalement...

Mais cette mécanique subtile, qui permet au citoyen de déléguer la gestion de son environnement à un élu, repose sur la crédibilité du système et donc d'abord sur le respect de la volonté démocratique. Las, après un quart de siècle de théorisation de l'impuissance des politiques (« que sommes-nous face à la mondialisation ? »), la droite a achevé la crédibilité du vote en revenant sur le résultat du référendum sur le traité de Lisbonne. Alors peut-être peut on comprendre que nos concitoyens tendent parfois à considérer que le système est une farce et que tant qu'à faire...

D'autant, et c'est l'autre source du désarroi, que la réalité qu'ils vivent se dégrade toujours un peu plus. France Info a consacré son dossier du jour à la vie

chère et à la façon qu'ont les Français de s'en accommoder... ou pas quand cela n'est plus possible. Une étude publiée par l'organisme Crédoc\_ apporte une tendance de fond dangereuse pour le budget des ménages!

La part prise par les dépenses dites incompressibles (logement, edf/gdf, assurances, alimentation vêtement...) dans le budget des familles a explosé. Cette proportion de factures indispensables à payer est passée à plus de 38 % alors que le taux était à 21 % il y a 30 ans.

L'épargne disponible en fin de mois pour les foyers au budget médian (1500 euros/mois) s'est réduite à pratiquement 0...Et vous aurez remarqué que la liste des dépenses incompressibles ne comprend pas l'essence pourtant indispensable au transport pour de

nombreuses personnes qui ne peuvent bénéficier de transports en commun efficace.

Je crois que le peuple est fatigué. Fatigué de courir pour simplement maintenir sa qualité de vie, fatigué d'angoisser face aux menaces qui pèsent sur son avenir, fatigué d'entendre des discours à rebours des pratiques, fatigué de participer à un système qui ne l'écoute plus.

Il faut que la gauche gagne la prochaine élection présidentielle pour éviter que la droite porte le coup de grâce au pacte républicain.

Mais si elle veut être crédible, elle doit comprendre cette lassitude et y répondre.

## La Contribution du PRé – Ecologie, République, Solidarité

L'écologie, si elle veut incarner, en France, une alternative crédible, ne peut faire l'impasse sur la République.

Creuset de toute pensée politique, la République demeure le socle commun d'appartenance des Français de toutes conditions et de toutes origines. Le dernier lien entre nous.

Que reste-t-il de la Nation ? Les institutions républicaines, l'école, la protection sociale, l'Etat régalien garant de la sécurité, de la Justice et de la neutralité de l'espace public vacillent. Les idéologies ont failli, l'idéal républicain demeure.

Emancipatrice et sociale, la République est le ciment commun, le mortier qui nous unit.

Mais seule, la République ne peut rien. Elle doit abriter en son sein une pensée politique qui agisse pour l'émancipation et le partage, le bien commun et l'égalité.

Après l'épuisement de la social-démocratie, l'écologie politique constitue le fait nouveau de l'histoire politique récente. Elle a su quitter la sphère étroite de l'environnementalisme pour questionner le monde : développement durable, soutenable, décroissance... Cependant, il lui manque encore une dimension

sociale, celle que la République incarne. Ce sont de ces deux sources que peut naître une juste définition de l'intérêt général.

Et c'est de l'alliance entre les deux que pourra, nous le croyons, émerger une pensée politique nouvelle capable d'irriguer un programme de gouvernement.

Cette motion est, pour nous, républicains, résolument de gauche, écologistes, une pierre pour bâtir cet édifice.

### Urgence Sociale

Les fruits du tournant libéral des années 80 sont chaque jour plus visibles dans notre pays. Pauvre société, submergée par la misère qui touche aujourd'hui tant de familles. Une à une les digues de la solidarité et du pacte républicain s'affaissent. Aujourd'hui les ressources énergétiques et alimentaires de qualité deviennent rares et inaccessibles, elles sont accaparées par une spéculation brutale qui fait flamber les prix. Coincés dans l'étau des augmentations de prix et des bas salaires, les français grondent. Notre projet doit avant tout répondre à cette désespérance faute de quoi nous nous préparons des réveils cauchemardesques faits d'abstention et de vote populiste.

## Indispensable laïcité

A nos yeux, la laïcité demeure le cadre du vivre ensemble.

La laïcité, ce n'est pas la vision étriquée d'un fanatisme antireligieux, c'est ce qui protège l'autre, le plus faible, celui qui arrive avec sa force de travail, son si peu et son être. La laïcité, c'est une morale de la citoyenneté.

Le monde, depuis 1905, a changé. Nous voulons porter la laïcité, respectueuse de toutes les convictions mais ferme sur leur libre coexistence et la neutralité de l'espace public. Le citoyen ne se définit ni par race, ni par ses convictions religieuses, ni par sa communauté.

Si l'écologie est, ce que nous croyons, une théorie de la libération, alors elle n'a d'avenir que laïc.

Nous affirmons, nous, que la laïcité est un des piliers sur lequel construire l'alternance écologique à laquelle nous aspirons. Nous affirmons que la laïcité, seule, peut nous permettre d'arriver à l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, quand les religions minorent souvent ces dernières, et garantir à toutes les minorités l'égalité des droits dans l'espace de la République.

## Vivre au-delà de la consommation

Nous affirmons que le choix délibéré d'un nouveau modèle économique, plus juste et moins destructeur, fondé sur une consommation plus responsable et mieux répartie, est la condition *sine qua non* d'une égalité réelle et républicaine.

Pour nous, une écologie libérale relève de la contradiction. La recherche du profit maximum le plus immédiat, soit le libéralisme, ne peut s'accommoder d'une gestion exigeante des ressources naturelles, d'un partage entre tous de l'accès à celles-ci, d'une attention portée à la planète et aux espèces qui l'habitent, bref, de l'écologie.

Au consommer plus qui étouffe les sociétés occidentales, nous proposons de substituer un consommer mieux.

Consommer mieux, c'est garantir les besoins de tous. Nous proposons que les biens essentiels et communs, le logement, la santé, l'énergie, l'eau et l'alimentation, l'éducation soient garantis. Nous voulons renforcer l'intervention et le périmètre des services publics, refuser la privatisation des ressources et du système bancaire, imposer une obligation de service public aux entreprises de communications globales (téléphonie, télévision, Internet).

Il est temps d'en finir avec le scandale de l'obsolescence programmée en imposant une garantie

légale de cinq, dix ou vingt ans selon les produits, en promouvant un packaging qui corresponde aux besoins réels des consommateurs.

Le logement doit être au cœur des politiques publiques. Nous voulons qu'un acteur public unique ait les moyens d'imposer aux Communes d'offrir des logements sociaux et rendre effectif le droit au logement. Une politique novatrice passe aussi par le renforcement de la réglementation en matière de construction pour l'efficacité énergétique des bâtiments.

#### La justice par la redistribution

Nous voulons réhabiliter le travail, et d'abord, pour ce faire abolir la réforme des retraites, inique, insuffisante et favorable au capital. Une répartition juste de l'effort passe par une mobilisation des revenus du capital. Une taxe sur ses revenus autres que ceux du travail, qui prennent de plus en plus d'importance dans le partage de la valeur ajoutée, nous paraît obligatoire.

Nous plaçons pour une réforme en profondeur dans cet esprit de la fiscalité. Nous demeurons fondamentalement attachés à l'impôt comme instrument de financement des services publics et moyen de la solidarité nationale. Par ailleurs, la confiscation pure et simple des sommes hébergées dans les paradis fiscaux, et leur reversement au budget collectif du pays, nous paraît une évidence.

#### Environnement, viser juste et fort

La lutte contre le changement climatique impose une transformation radicale de l'économie, un nouveau modèle de production et de consommation, une lutte constante, impitoyable et financièrement efficace contre les activités polluantes. Qui peut nier le rôle fortement incitatif qu'auraient de lourdes taxes pour les industries polluantes qui ne s'engageraient pas dans d'autres modes de production ? Ou de fortes incitations dédiées à l'élaboration de technologies moins polluantes ?

Nous prônons, à dix ou quinze ans, l'interdiction de l'enfouissement des déchets. Les montagnes que nous produisons (une demi-tonne par personne et par an pour la consommation individuelle, le double pour l'activité économique) sont recyclables à plus de 80%, générant de nouvelles sources d'énergie, de revenus et d'activités.

Nous sommes attachés à l'indépendance énergétique de la France. Nous considérons que cette indépendance devra immanquablement, à terme, se passer du nucléaire. Cette sortie progressive doit s'engager immédiatement en prenant en compte les besoins réels de notre pays.

#### Encadrer la sphère financière

La faillite de l'économie n'est pas une crise de la surproduction, mais le fruit de l'éclatement d'une

gigantesque bulle financière dédiée à l'enrichissement de 1% de la population. La crise est celle de l'argent qui crée de l'argent, non celle de l'argent qui crée des biens.

L'avidité, la rapacité des financiers, banques et assurances mêlées, ont eu raison de l'économie mondiale. Mais déjà, alors que la purge aurait pu avoir des effets bénéfiques, et faute de volonté politique de changer de monde, les mêmes causes reproduisent les mêmes effets, reprennent bonus indécents et crédits faciles, spéculations et tonte du consommateur. Il est clair qu'il n'y aura pas de société nouvelle sans une réforme profonde du système bancaire.

#### L'Europe des citoyens

Le projet européen, c'est le nôtre. Nous en mesurons l'importance et la chance historique qu'il nous offre. Mais quelle Europe ? Le modèle européen, imposé contre la volonté des peuples, est libéral. Il traverse une crise profonde qui affaiblit durablement l'Europe sur la scène internationale et le disqualifie.

Nous voulons une Europe où les pouvoirs de la Commission soient strictement réduits, comme ceux du Conseil, au profit du Parlement. Ainsi, nous demandons que la gouvernance de la Banque Européenne dépende de celui-ci.

L'Europe sociale dont nous avons besoin commande d'aller vers un revenu minimum d'existence dans tous

les pays de l'Union Européenne, d'adopter une directive cadre pour les services publics protectrice et de taxer les transactions financières. Nous voulons une Europe du réel, c'est-à-dire un grand plan d'équipement à l'échelle du continent aussi d'assumer un protectionnisme européen qui impose des clauses sociales et environnementales –celles en vigueur dans l'Union - aux produits importés.

#### Agriculture et santé au service du bien être

L'agriculture intensive est un déni de santé publique. Il nous paraît essentiel de réformer la PAC en plaçant l'agriculture soucieuse de l'environnement au cœur de la logique des subventions, en mettant en avant des aides à la transformation des exploitations. En outre, on doit exiger de la grande distribution d'autres pratiques, notamment la rétribution décente du travail des producteurs.

L'abandon de la santé publique par le sarkozysme, au seul profit des assureurs et de la santé privée, n'est pas acceptable. Nous prônons une réaffirmation de la santé publique qui passe aussi par une stricte régulation de la médecine libérale, un encadrement réel des laboratoires et de l'industrie pharmaceutique et une prévention accrue. Un gouvernement républicain et écologiste doit assumer le coût de l'assurance maladie. Il n'est pas scandaleux, même si la chasse aux abus est nécessaire, il est le signe d'une société qui prend soin des plus faibles des siens, d'une société en bonne santé.

## Former des femmes et des hommes libres

La massification de l'école est une chance. Encore faut-il avoir le courage de sortir d'un enseignement indifférencié et sans doute de celui du collège unique. L'école doit pouvoir offrir la possibilité aux enfants de prendre plus de temps dans telle ou telle matière, de travailler en petits groupes quand ils sont en difficultés.

Démocratiser la réussite dans l'école exige des moyens inédits et la fin d'une culture de l'évaluation brutale et stupide. Cela demande aussi d'accompagner les jeunes tout au long de la journée, et donc de relancer avec force l'éducation populaire.

La culture et les Arts sont tout aussi essentiels. Ils s'apprennent dès le jeune âge. Nous demandons la fusion des Ministère de la Culture et de l'Education Nationale doté de moyens inédits, qui tisse en permanence le lien entre l'école, la pratique artistique et la création. Nous plaidons pour une politique culturelle rénovée et renforcée qui renoue avec les 1% d'autrefois, cette fois dédiés exclusivement à la création. Le patrimoine peut et doit être financé par une ressource propre, sans doute fiscale.

Nous ne prétendons pas, nourris par l'expérience des échecs tragiques du vingtième siècle, au système. Notre but est de proposer un projet de gouvernement à l'heure de l'alternance. Evidemment, nos

propositions, sont soumises au débat, à la critique, à la réfutation. Du débat jaillit l'acte politique.

Le monde dans lequel nous vivons n'est plus acceptable. Il est nécessaire que des femmes et des hommes de bonne volonté s'attellent, non plus à le commenter, non plus même à l'amender, mais à le changer radicalement, à le passer cul par-dessus tête.

Notre projet doit surgir du rapprochement entre la République et l'écologie. L'écologie est l'avenir commun, la République, le cadre dans lequel cet avenir peut profiter à tous.

Sous couvert de mondialisation, le monde recule aux premiers âges de la révolution industrielle, dans l'exploitation et la misère. Les libéraux s'en félicitent, les sociaux-démocrates s'y résignent. Nous, nous le refusons.

Plus que quiconque à gauche, l'Ecologie Politique peut écrire le plan B des crises réelles. L'heure est l'élaboration des réponses concrètes et opérationnelles.

Voilà la raison de ce texte.



## Revue de presse

### 1. France/élections

- **E. Todd : « Face au FN, il faut rompre avec deux concepts-zombies : le libre échange et l'euro »**

Source : [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr), 24 Mars 2011

Dans une interview à Marianne2.fr, Emmanuel Todd actualise les thèses de son livre « Après la démocratie » pour proposer une grille de lecture inédite du premier tour des élections cantonales. Pour lui, c'est la double erreur historique des élites concernant l'euro et le libre-échange qui explique la montée du Front national dans les classes populaires, et même dans des régions qui ne sont pas concernées par l'immigration.

Lire l'article

Et la vidéo de son intervention après le deuxième tour, sur France inter, le 30 mars

### 2. International et Europe

- **Les « Uncuts » anglais ferrailent contre l'évasion fiscale**

Source : [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr)

Récupérer l'argent de l'évasion fiscale au lieu d'imposer l'austérité budgétaire à la classe moyenne, l'idée des mouvements « Uncut » est simple, claire et juste pour Flore Vasseur qui raconte cette initiative anglaise d'une population qui ne veut pas « payer pour leur crise ».

Lire l'article

- **L'« effet Fukushima » : victoire des Verts dans un Land allemand**

Source : [www.rue89.com](http://www.rue89.com)

Pour la première fois dans l'histoire politique allemande, les Grünen, vont présider un Land, le Bade-Wurtemberg, après être arrivés en tête de la gauche qui, fait subir une défaite historique aux chrétiens-démocrates d'Angela Merkel au pouvoir dans cette région depuis plus de cinquante ans.

Lire l'article

### 3. services publics

- **Les services publics entre réforme et déclin**

Source : le monde de l'économie 28.03.11

*Le monde de l'économie* de cette semaine était notamment consacré à l'état de nos services publics. Les fermetures de classes, de bureaux de poste ont été un des enjeux des élections cantonales ; les protestations se sont multipliées du côté des usagers. Mais ce sont aujourd'hui les personnels-cadres qui expriment leur malaise et contestent l'efficacité des réformes liées à la modernisation de la fonction publique.

Lire l'article

Lire également le dernier rapport de Jean-Paul Delevoye, médiateur de la république, qui déplore « *un service public dégradé* »

## Agenda prévisionnel

### ➤ **Pour une République Ecologique**

#### - **7 avril 2011 à 20H30 : diner débat**

*Invité* : Cécile Duflot, Secrétaire nationale d'Europe Ecologie – Les Verts

*Thème* : « 2010 : élection tremplin pour l'écologie politique ? »

*Lieu* : Au Jardin, 47 rue Richer 75009 PARIS

<http://www.restoaujardin.fr/>

Metro : cadet, Grand Boulevard, le Peletier

Parking Drouot, entrée voiture 12, rue Chauchat

Confirmation impérative : [contact.lepre@gmail.com](mailto:contact.lepre@gmail.com)

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet [www.republique-ecologique.fr](http://www.republique-ecologique.fr)



## Bulletin d'adhésion au PRÉ

**Je soussigné(e)**

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**E-mail :** .....

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :